



Le ministre de l'Action et des Comptes publics, Gérald Darmanin. PHOTO AFP

Bercy se rapproche des territoires

SOCIAL Gérald Darmanin annonce une vaste déconcentration des services. Mais se refuse à chiffrer les réductions d'effectifs

PIERRE TILLINAC
p.tillinac@sudouest.fr

Selon des informations publiées en début de semaine, Gérald Darmanin devait annoncer aujourd'hui un plan de suppression d'environ 20 000 postes au Ministère de l'Économie, des Finances, de l'Action et des Comptes publics. Ce nouveau plan de réduction des effectifs devait faire de Bercy, comme le redoutent les syndicats, l'un des principaux contributeurs au programme de 50 000 suppressions de postes prévu pour l'État jusqu'à la fin du quinquennat sur le total des 120 000 annoncées pour l'ensemble des trois fonctions publiques.

Déconcentration de proximité Contrairement à ce qui était attendu, le ministre a peu parlé des effectifs et s'est surtout concentré sur l'annonce d'une « réorganisation territoriale entière » des services de Bercy. « D'abord les missions, ensuite les moyens et les effectifs » a-t-il promis sans réussir à apaiser les craintes des organisations syndicales. Ce chantier, qui devra être « finalisé pour 2022 », consistera en un « mouvement de déconcentration de proximité d'une partie des ser-

vices de l'Île-de-France vers les régions, et des métropoles vers les territoires ruraux ou périurbains ». S'il s'est refusé à préciser le nombre de suppressions de postes que cette réforme devrait entraîner, il a toutefois reconnu qu'il « serait illusoire de croire que ces transformations ne s'accompagneront pas d'une baisse de l'emploi public ».

Pour le ministre de l'Action et des Comptes publics, les transformations annoncées devraient permettre de réaliser des économies d'échelle importantes sur l'immobilier. Elles déboucheront également sur la constitution d'une agence unique du recouvrement alors que trois entités sont aujourd'hui chargées de la collecte de l'impôt : l'Urssaf, les Douanes et surtout la Direction générale des finances publiques (DGFiP) qui a déjà perdu plus de 35 000 postes en 12 ans.

Gains de productivité

Pour justifier les milliers de suppressions de postes prévus à la DGFiP, le gouvernement relève que des gains de productivité importants ont été réalisés avec le développement de la numérisation. Il fait également valoir que le prélèvement à la source et la suppression de la taxe d'habitation vont al-

TAXES SUPPRIMÉES

Le gouvernement devrait supprimer 25 petites taxes d'ici à 2020 dont une vingtaine dès l'année prochaine. Il s'agit de taxes qui rapportent moins de 150 millions chacune comme la taxe sur les farines ou celle dite « ski de fond » qui sert à financer les sports nordiques. Selon Gérald Darmanin, la suppression de ces taxes devrait représenter un total de 400 millions d'euros.

léger les missions de la Direction. « Ces arguments sont fallacieux » regrette Patrick Mérian, responsable du syndicat Solidaires finances publiques pour la Gironde. « L'État cherche avant tout à supprimer des postes pour des questions très dogmatiques. Et les fermetures de services qui se succèdent depuis des années vont à l'encontre de la proximité des territoires annoncée. Cette année, les fermetures de deux trésoreries ont déjà été annoncées ainsi que celle du service de publicité foncière de Libourne. D'après nos informations, deux autres sites seraient menacés à Blaye et La Réole. Si le plan de 20 000 suppressions de postes se confirme, le département pourrait en perdre 500 ».

24 HEURES EN FRANCE

L'Assemblée lève l'immunité de Thierry Solère

JUSTICE Le bureau de l'Assemblée nationale a décidé hier « à l'unanimité », après une demande de la justice, de lever l'immunité parlementaire de Thierry Solère, député LREM, soupçonné de fraude fiscale. Ex-LR et ex-Constructif devenu Marche, l'élu des Hauts-de-Seine fait l'objet, depuis 2016, d'investigations menées par l'Office central de lutte contre la corruption et les infractions financières et fiscales, après une plainte déposée par Bercy pour fraude fiscale. Les enquêteurs le soupçonnent également de trafic d'influence, corruption, abus de biens sociaux, financement illégitime de dépenses électorales et manquement aux obligations déclaratives auprès de la Haute autorité pour la transparence de la vie publique (HATVP).

Alstom fournira 53 rames pour le métro du Grand Paris

TRANSPORT Île-de-France Mobilités (IDFM) a donné hier son feu vert à l'achat, pour 680 millions d'euros, de 53 rames au constructeur Alstom. Elles devront circuler en 2024 sur le futur métro du Grand Paris. Le contrat pourrait porter au total sur 183 rames pour un montant total de 1,3 milliard d'euros. L'opération doit encore être avalisée lundi par le conseil de surveillance de la Société du Grand Paris (SGP), l'établissement public chargé de construire le nouveau métro. La procédure est de fait un peu baroque puisque Île-de-France Mobilités (ex-Stif) va intégralement financer les rames et en sera propriétaire, mais c'est la SGP qui passera formellement la commande.

Nexity va créer des milliers de logements dans des pensions de famille

IMMOBILIER Le géant de l'immobilier Nexity s'est engagé hier à construire plusieurs milliers de logements en pensions de famille destinées à héberger sur le long terme les plus défavorisés, alors que le gouvernement peine à réaliser son plan « Logement d'abord ». Le groupe privé compte créer dans les trois prochaines années environ 1000 logements par an en pensions de famille, ces petits immeubles de logements souvent individuels à loyers très modérés, animés par des travailleurs sociaux. Il a

pour cela signé une convention avec les services de l'État, en présence de Julien Denormandie, secrétaire d'État à la Cohésion des Territoires.

Les premières solutions pour réduire l'usage des produits phytosanitaires

ENVIRONNEMENT Une quarantaine d'organisations agricoles menées par la FNSEA ont présenté hier 36 solutions concrètes pour réduire l'usage des produits phytosanitaires dans le cadre d'un « contrat de solutions », en réflexion depuis un an. Un tel travail de mutualisation entre organismes de recherche, syndicats, institut techniques et interprofessions est une première. Face à la demande sociétale de réduction des usages de produits phytosanitaires, le monde agricole tente d'élaborer des solutions répondant à ces attentes tout en garantissant la rentabilité et la compétitivité des exploitations agricoles.

La Conférence nationale des territoires se réunit aujourd'hui

COLLECTIVITÉS La Conférence nationale des territoires se tient aujourd'hui à Paris dans un climat tendu entre État et collectivités, alors qu'il s'agit de façonner ensemble la position française sur la future politique de cohésion de l'Union européenne. Boudé par l'association des Régions, des départements (ADF) et une partie des maires (AMF), le rendez-vous semestriel de la CNT paie l'atmosphère orageuse entre l'exécutif et certains représentants des territoires. En cause notamment, les contrats financiers encadrant la hausse des dépenses de fonctionnement des 322 plus grandes collectivités, mais aussi le jeu de domino fiscal autour de la suppression de la taxe d'habitation.

Syndicats et patronat : nouveau rendez-vous en septembre

SOCIAL Les chefs des huit principales organisations patronales et syndicales se sont réunis hier et ont convenu d'un nouveau rendez-vous en septembre. L'objectif : travailler main dans la main autour de priorités communes. Les dirigeants ont insisté sur leur unité. Tous se sentent peu entendus par Emmanuel Macron, alors qu'un rendez-vous avec le président de la République est prévu le 17 juillet.

RENDEZ-VOUS SAMEDI 21/07

Dans* SUD OUEST Les rendez-vous de Sudouest.fr sont importants, un réel succès.

* Dans le diagramme, carte jeu remise avec Sud Ouest.